

# LE JOURNALISME EN QUÊTE DE REPÈRES AUX ETATS-UNIS

PAR

JEAN-PAUL MARTHOZ<sup>1</sup>

Les dernières années ont été rudes pour le journalisme américain. Les bavures, les dérives, les fautes ont été si visibles qu'elles ont pratiquement recouvert, sous une bâche maculée de scandales, les nombreux exemples d'excellence et d'indépendance. Elles ont provoqué une chute de la crédibilité des journalistes au sein de l'opinion et fourni aux autorités le bâton avec lequel les frapper. Qu'en dire pour un public européen et francophone par l'histoire et la culture?

## CONFORMISME ET BIDOUILLAGE

«*Le journalisme américain, confiait un responsable d'une organisation professionnelle new-yorkaise, a longtemps inspiré le reste du monde par son indépendance, ses méthodes et ses formules. Le journalisme d'investigation, les 'newsmagazines', Sixty Minutes, le 'Watergate', CNN, le New York Times, Rolling Stone ont été de formidables produits d'exportation. Aujourd'hui, nous ne proposons plus que des émissions de télévision futiles, des programmes voyeuristes, des débats-pugilats. Et nous exposons à la face du monde notre conformisme et nos bidouillages.*» Les malheurs du *New York Times* ont été le catalyseur de toutes les frustrations, la cause même d'une certaine honte au sein d'une profession insécurisée car, si beaucoup ont ricané lorsque la «Grande Dame» de la 43<sup>e</sup> rue s'est pris les pieds dans les plis de sa superbe, tous savaient que l'ensemble de la presse allait en souffrir.

L'affaire «Jason Blair», en effet, a ébranlé l'un des mythes fondateurs du journalisme américain : la vérification des faits, «*the facts, just the bold facts*». Pendant des mois, ce jeune journaliste à la plume alerte a traversé sans encombres le système prétendument infaillible mis en place pour vérifier l'information. Toutefois, son «bidonnage», qui déboucha sur la démission du rédacteur en chef Howell Raines, fut sans doute moins grave que la tolérance dont bénéficia Judith Miller, journaliste vedette confirmée qui, lors des préparatifs de la guerre en Iraq, se fit le relais d'affirmations infondées sur l'existence d'armes de destruction massive, prétexte à l'invasion. La gestion de la détention de cette même journaliste, sommée de révéler ses sources dans l'affaire «Valerie Plame»<sup>2</sup>, fut tout aussi désastreuse. Dans cette affaire, le *New York Times* se trouvait contesté dans sa légitimité de journal de référence, «*the newspaper of record*», non seulement de l'*establishment* américain, mais aussi, au travers de l'*International Herald Tribune* et des multiples relais des agences de presse et des correspondants basés aux Etats-Unis, d'une bonne partie des milieux dirigeants internationaux.

Dans un autre registre, l'apparition de Fox News, la chaîne «tout-info» du groupe Murdoch, a exposé jusqu'à la caricature la dégradation du journalisme de télévision. Agressive, partisane, chauvine, Fox News n'aurait sans doute pas connu un aussi phénoménal succès si les *networks* historiques, CBS, NBC, ABC, et les télévisions locales ne lui avaient pas préparé le terrain au fil des années, en faisant le choix d'une programmation de plus en plus inconsistante, largement soumise aux impératifs de l'audimat et de la publicité.

Cette crise du journalisme américain ne résulte pas d'un hypothétique laisser-aller de la profession. Jamais dans l'histoire de la presse américaine, les rédactions n'ont été aussi bien formées, les journalistes bardés d'autant de diplômes, les cours d'éthique aussi assidûment suivis, les *ombudsmen* (médiateurs) aussi présents. C'est la structure même de l'industrie médiatique et la manière dont elle définit sa mission qui sont ici en cause. Au cours des vingt dernières années, en effet, comme le dénonçait Doug Underwood, professeur à l'Ecole de

---

<sup>1</sup> Directeur éditorial de la revue trimestrielle *Enjeux internationaux* (Bruxelles, Belgique) et chroniqueur au quotidien *Le Soir* (Belgique).

<sup>2</sup> Valerie Plame est l'épouse de l'ambassadeur Wilson, qui avait contredit l'Administration Bush à propos d'une prétendue tentative iraquienne d'achat d'uranium au Niger. L'entourage de la Maison-Blanche avait alors révélé à des journalistes que Mme Plame travaillait pour la CIA.

journalisme de l'Université de Washington (Seattle), les MBAs (mastères en administration des affaires) ont pris le pouvoir au sein des rédactions<sup>3</sup>.

Financièrement, leur intervention a été dans l'ensemble plus qu'efficace : des taux de profit de 20% sont considérés comme normaux au sein de la presse, mais ont été imposées des normes et des exigences de rentabilité qui ont affaibli les capacités de collecte et de traitement de l'information et privilégié le journalisme de proximité (de myopie?). Alors que les bénéfices de la presse quotidienne ont augmenté de 207% entre 1991 et 2000, l'emploi au sein des rédactions ne s'est accru que de 3%. Cette équation atteint un niveau caricatural dans les chaînes de télévision locales : leurs marges bénéficiaires frôlent les 40%, la charge de travail des rédactions a augmenté de 20% entre 1998 et 2002 et 60% des sujets qui traitent de questions controversées ne se fondent que sur une seule source<sup>4</sup>.

Ce traitement de choc a été particulièrement rude au sein des grandes chaînes qui contrôlent la plupart des journaux américains. Des quotidiens prestigieux ont été mis à la diète et ont perdu, dans ce processus, une partie importante de leur attrait journalistique. En 2001, la démission de Jay Harris, directeur de *Mercury News*, du groupe Knight-Ridder, fut vécue par toute la profession comme un signal d'alarme. Ce journaliste respecté estimait que le plan de réduction des coûts risquait «de porter significativement atteinte» au *Mercury News* en tant qu'«entreprise journalistique»<sup>5</sup>. Depuis lors, les plans de rationalisation n'ont fait que se succéder, aux dépens des rédactions<sup>6</sup>. Ces gestionnaires ont aussi fragilisé le mur qui séparait traditionnellement le monde de l'information de celui de la gestion financière. Le film *The Insider* a magistralement décrit ces conflits d'intérêt : confrontée à un programme d'investigation sur l'industrie du tabac réalisé par l'un de ses meilleurs reporters, Howell Bergman, la direction de la chaîne CSB News décida de l'édulcorer afin de ne pas compliquer une opération financière dans laquelle elle s'était engagée.

L'ascendant pris par les financiers a correspondu, dans de nombreux cas et particulièrement au sein des médias audiovisuels, à ce que l'on désigne sous le nom de «conglomération», c'est-à-dire l'intégration de chaînes de télévision au sein de groupes industriels et financiers bien décidés à ne pas permettre à «leurs» journalistes de compromettre, par des reportages «incongrus», les bénéfices de l'ensemble du groupe. Au cours des années 1980, des industriels et des financiers ont racheté les principaux réseaux de télévision : General Electric s'est emparé de NBC, Westinghouse a repris CBS, Disney s'est offert ABC. Le règne des financiers a diffusé une culture de la confusion des genres qui a gravement entaché l'intégrité du journalisme. En octobre 1987, lorsque la Bourse plongea, le patron de General Electric et donc de NBC, Jack Welch, téléphona à Tom Brokaw, l'un des plus célèbres *anchors* (présentateurs) de la chaîne, qui avait parlé d'un «lundi noir» : «*mais qu'est-ce que vous croyez que vous êtes en train de faire?* s'exclama-t-il. *Vous êtes en train de tuer l'entreprise. Vous sapez la cotation de notre titre. Dites à vos gens de cesser de parler d'un 'lundi noir'»*<sup>7</sup>.

#### LOGIQUES FINANCIERES ET COMMERCIALES : L'ISOLEMENT DES JOURNALISTES

Cette intégration croissante de la presse dans des stratégies commerciales et financières est peut-être à l'origine de chiffres moins glorieux que les résultats financiers des entreprises. Le public a de moins en moins confiance dans les quotidiens : en 1985, 80% des Américains leur faisaient confiance, mais ils n'étaient plus que 59% en 2003. En outre, la diffusion de la presse quotidienne anglophone a chuté de 11%

---

<sup>3</sup> Doug UNDERWOOD, *When MBAs Rule The Newsroom*, Columbia University Press, New York, 1993, 259 p.

<sup>4</sup> The Project for Excellence in Journalism, *The State of the News Media 2004*, Washington, disponible sur le site Internet [www.journalism.org](http://www.journalism.org).

<sup>5</sup> Laurent MAURIAC, «Licenciements préventifs dans la presse américaine», *Libération*, 29 sept. 2005.

<sup>6</sup> Ken AULETTA, «Fault line. Can the *Los Angeles Times* survive its owners?», *The New Yorker*, 10 oct. 2005, pp. 51-61.

<sup>7</sup> Tom FENTON, *Bad News. The Decline of Reporting, the Business of News, and the Danger to Us All*, ReganBooks, New York, 2005, p. 72.

entre 1990 et 2003. Alors que la population des Etats-Unis a crû de 64% entre 1960 et 2004, le tirage de la presse quotidienne a chuté de 3,7 millions d'exemplaires<sup>8</sup>.

La concentration des médias n'a pas arrangé les choses. En 1983, Ben Bagdikian, alors directeur de l'Ecole de journalisme de l'Université de Californie, avait écrit un livre intitulé *Media Monopoly*, qui décrivait, avec inquiétude, la concentration des médias américains. Ce livre en est à sa sixième édition et, au fil des années, le nombre des groupes médias américains contrôlant plus de la moitié de l'audience est passé de 50 en 1983 à 6 en l'an 2000. «Pour la première fois dans l'histoire américaine, écrivait-il, les sources les plus répandues d'informations, de commentaires et de divertissement du pays sont contrôlées par six firmes, dont deux étrangères, qui sont parmi les plus grandes entreprises du monde»<sup>9</sup>. Cette concentration est surtout dangereuse dans la mesure où elle débouche sur la constitution de puissants groupes économiques qui entretiennent inévitablement des rapports de connivence avec les autorités. Le succès de leurs opérations dépend en effet, en partie, de la bienveillance des législateurs et c'est dans le but d'influencer les députés et les sénateurs que les autorités de tutelle, principalement la puissante Federal Communications Commission, dirigée jusqu'en mars 2005 par Michael Powell, le fils de l'ex-secrétaire d'Etat Colin Powell, que les grands groupes médias américains financent directement des campagnes électorales.

Ces rapports avec le pouvoir se combinent à leur tour avec la volonté de ne pas prendre l'opinion à rebrousse-poil, au risque de favoriser une culture de la conformité et du suivisme dont on a pu apprécier les ravages lors des préparatifs de l'attaque contre Saddam Hussein en 2003. Au vu des sondages, les journalistes américains se sont persuadés, au moment de la seconde Guerre du Golfe, que l'opinion n'était pas loin de prendre pour des traîtres ceux qui ne «jouaient pas le jeu» du patriotisme. Le découragement est tel que certains estiment que le public ne veut pas être informé, qu'il préfère la propagande à l'information, la futilité à la vérité : «est-il possible de faire du grand journalisme si le public s'en fiche?», se demandait Evan Cornog, en février 2005, dans la revue de l'Ecole de journalisme de l'Université de Columbia<sup>10</sup>.

La guerre d'Iraq a montré l'isolement dans lequel se trouvent les journalistes et les médias qui, selon la formule consacrée, osent «dire la vérité au pouvoir». Les journalistes, dans leur ensemble, se sont laissés engluer dans un système de désinformation officielle orchestré par les services de communications de la Maison-Blanche, du Département d'Etat et du Pentagone. Ils ont abdicqué, sans suffisamment guerroyer, de leur rôle de «*watchdog*» (chiens de garde) chargés, comme les y enjoint la Constitution américaine, de protéger les citoyens contre les mensonges et les abus du pouvoir. Ils se sont laissés dépouiller de leur fonction essentielle, qui est de définir l'information, de discerner, dans le fatras des faits du jour, ce qui est important et ce qui est exact. Ils ont abandonné à d'autres, à ceux qu'ils devraient contrôler, le pouvoir de déterminer non seulement l'agenda et la hiérarchie de l'information, mais bien plus gravement encore les événements qu'il importe de couvrir et de traiter.

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont donné la mesure de la crise du journalisme américain. De nombreux médias ont certes couvert avec beaucoup de talent et de sang-froid cette tragédie. Cependant, leur bilan d'avant les attentats ne fut guère convaincant. Distracts par les frivoles années 1990 et les pathétiques affaires «Lewinsky» et «O. J. Simpson», les médias, pas plus que la CIA ou l'Administration Bush, n'ont rien vu venir. «*La presse faisait la sieste*», dénonçait le célèbre journaliste-écrivain David Halberstam. Presque personne, jusqu'à ce massacre fatidique, ne couvrait sérieusement Al Qaïda, l'Afghanistan ou le terrorisme international. Malgré le bruit et la fureur, malgré les exploits bien plus guerriers que journalistiques des correspondants embarqués au sein des unités américaines, la guerre en

---

<sup>8</sup> Ken AULETTA, *op. cit.*, p. 52.

<sup>9</sup> Ben BAGDIKIAN, *The Media Monopoly*, Beacon Press, Boston, 2000, p. viii.

<sup>10</sup> Evan CORNOG, «Let's blame the readers», *Columbia Journalism Review*, janv.-fév. 2005, p. 43.

Iraq ne les a pas davantage réveillés. Comme ce fut le cas lors des premières années de la guerre au Vietnam et lors de la première Guerre du Golfe, l'«officialisme» a été de rigueur et il faudra attendre des dissensions au sein de l'*establishment* pour que la presse ose prendre ses responsabilités.

La presse américaine a tendance, en effet, à «suivre le Président» ou toute autre autorité publique et, donc, à passer sous silence ou à relativiser les points de vue «*dissidents*»<sup>11</sup>. Malgré les mises en garde des associations professionnelles et de défense de la liberté d'expression, comme la Society of Professional Journalists (SPJ) ou l'American Civil Liberties Union (ACLU), qui dénonçaient les restrictions imposées par l'Administration Bush, notamment en matière d'accès à l'information publique, les médias américains «grand public» ont dans leur majorité choisi de s'aligner, voire de s'autocensurer. «*Et c'est maintenant qu'ils nous le disent!*», s'exclamait Michael Massing, l'un des observateurs les plus (im)pertinents de la presse américaine : «*pourquoi n'avons-nous pas davantage été informés sur les mensonges et les cachotteries (de la Maison-Blanche) lors de ces mois au cours desquels l'administration vendait son dossier, bref, lorsqu'on aurait pu faire la différence [...] Beaucoup de journalistes savaient toutes ces choses et pourtant rares sont ceux qui ont choisi d'en parler*»<sup>12</sup>. «*Pourquoi si tard?*», s'interrogeait Sherry Ricchiardi dans l'*American Journalism Review* à propos des révélations sur les tortures dans la prison d'Abou Ghraib<sup>13</sup>.

Seuls jusque-là une poignée de journalistes avaient suivi les bribes d'infos qui circulaient au sein de l'armée sur la pratique régulière de sévices à l'encontre de prisonniers iraqiens. Seuls quelques éditorialistes osaient critiquer l'attitude de la Maison-Blanche et du Pentagone et leur rejet des Conventions de Genève et des principes fondamentaux de la législation américaine.

#### JOURNALISME CITOYEN : L'EMERGENCE DE NOUVEAUX MEDIATEURS?

Au cours de ces dernières années, le journalisme américain s'est donc laissé déposséder de certaines de ses fonctions par d'autres individus ou par des organisations «citoyennes». Découragés, des journalistes talentueux ont choisi d'écrire des livres où ils peuvent pratiquer un journalisme d'immersion, le «*Nouveau journalisme*», comme l'a baptisé Robert Boynton<sup>14</sup>. D'autres se sont réfugiés au sein de centres de recherche, où ils estiment pouvoir mieux pratiquer leur métier qu'au sein de rédactions.

Sur beaucoup de dossiers d'actualité, ce sont des ONG, à l'image de Human Rights Watch, qui ont pris le relais, réalisant des enquêtes sur des sujets importants mais négligés par les médias, que ce soit la crise au Darfour, les trafics d'armes et de matières premières en Afrique, la torture dans les prisons militaires américaines ou la pauvreté aux Etats-Unis. Sur d'autres thèmes, plus croustillants, la grande presse a été dépassée, provoquée, par des aventuriers de l'information, à l'image de Matt Drudge, qui révéla, sur son site Internet «*Drudge Report*», des détails de l'affaire «*Clinton-Lewinsky*».

Le développement d'Internet a évidemment changé la donne. L'irruption d'Indymedia lors de la Conférence de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en 1999 n'aurait pas été aussi impressionnante sans le *World Wide Web*. Surtout, cela a reflété le sentiment que des points de vue critiques étaient négligés, voire ridiculisés par les grands médias et qu'il fallait dès lors passer de la critique à l'action : «*don't criticize the media, be the media*». Le slogan a, depuis lors, fait fortune. Face aux failles du journalisme classique, des millions de citoyens

<sup>11</sup> Susan D. MOELLER, «Follow the leader», *American Journalism Review*, avr.-mai 2004.

<sup>12</sup> Michael MASSING, «Now they tell us!», *The New York Review of Books*, 26 fév. 2004.

<sup>13</sup> Sherry RICCHIARDI, «Missed signals», *American Journalism Review*, août-sept/ 2004, disponible sur le site Internet [www.ajr.org/Article.asp?id=3716](http://www.ajr.org/Article.asp?id=3716).

<sup>14</sup> Robert S. BOYNTON, *The New New Journalism*, Vintage Books / Random House, New York, 2005, 496 p.

ont décidé de créer leurs propres systèmes d'information; les sites personnels ou les *weblogs* prolifèrent. Toutefois, s'ils constituent, en partie, un désaveu de la grande presse, ils compliquent aussi le travail des médias, en créant, dans la médiasphère, un engorgement de messages et une zone «hors la loi», où les repères classiques du journalisme se brouillent<sup>15</sup>. «Pour le meilleur et parfois pour le pire, notait Jay Wall-jasper, rédacteur en chef du magazine *Ode* et spécialiste des médias-citoyens, *Internet a considérablement ouvert l'espace du débat et de la diversité, bien au-delà des limites offertes par les médias conventionnels*»<sup>16</sup>.

#### CORNES DE BRUME

Les malheurs de la presse américaine ne sont pas vraiment récents : aux Etats-Unis, la critique médiatique a une longue histoire. Aucune presse au monde n'a été autant analysée, disséquée, scannée. Dès les années 1920, le romancier Upton Sinclair et le chroniqueur George Seldes soumièrent les médias américains à un tir incessant. Dans les années 1930, A. J. Liebling, dans le *New Yorker*, donna au genre ses lettres de noblesse; on lui doit la fameuse phrase : «la liberté de la presse appartient à celui qui en possède une (presse)». Le cinéma doit à la critique des médias plusieurs de ses films les plus mythiques, comme *Citizen Kane* d'Orson Welles (1941) ou encore *Meet John Doe* de Frank Capra (1940). A intervalles réguliers, des commissions d'information réfléchirent gravement aux responsabilités des médias au sein de la démocratie. La Commission Hutchins de 1947 et la Commission Kerner de 1968 exprimaient les craintes des sages de la nation face aux dérives commerciales et à l'immaturité politique des médias. Dans les années 1960 et 1970, des magazines spécialisés dans la critique du journalisme virent le jour, à l'instar de la *Columbia Journalism Review* ou de (*More*), qui contestèrent le conformisme de la presse américaine, sa connivence avec le pouvoir ou son retard sur les évolutions de la société.

Si, lors de ces années rebelles, les critiques venaient surtout de la gauche, qui dénonçait, pêle-mêle, le racisme de la presse du *Deep South* (le sud ségrégationniste), le suivisme de la majorité des journaux lors de la guerre du Vietnam ou encore le «commercialisme» de la radio et de la télévision, les secteurs conservateurs américains n'étaient pas en reste. Sous la présidence de Richard Nixon, la droite n'avait eu de cesse de vitupérer contre «l'a priori libéral» – c'est-à-dire de gauche – des journalistes, leur parti pris libertin et leur manière méprisante de traiter la «majorité silencieuse». La phrase du vice-président Spiro Agnew sur les journalistes, ces «nattering nabobs of negativism» («les nabots jacassants du négativisme») donna la mesure des tensions entre la presse et le pouvoir et se transforma, bien malgré lui, en ode à l'indépendance de cette dernière.

Depuis lors, la critique médiatique est devenue une véritable industrie, fortement polarisée : à gauche, FAIR (*Fairness and Accuracy in Reporting*), Michael Moore, Eric Alterman, Norman Solomon; à droite, AIM (*Accuracy in Media*), Bernard Goldberg, *The media research center* se livrent à une véritable guerre de tranchées. Entre les deux, des institutions plus sereines, liées généralement aux universités, comme le *Joan Shorenstein Centre* de Harvard, qui publie *Press/Politics*, des revues de journalisme, comme la *Columbia Journalism Review*, l'*American Journalism Review* ou *Nieman Reports*, tentent d'apporter un regard critique et indépendant.

Pratiquement tous les médias ont leurs «observateurs du récit médiatique», des *media critics* qui soumettent leurs collègues à une surveillance rarement confraternelle. Les plus consciencieux ont même des *ombudsmen*, des «représentants des lecteurs» chargés de juger leur propre média. Une tâche dont certains – David Shaw du *Los Angeles Times*, Byron Calame du *New York Times* ou Michael Getler du *Washington Post* – s'acquittent avec une particulière sévérité.

---

<sup>15</sup> Dan GILLMOR, *We The Media. Grassroots Journalism By The People, For The People*, O'Reilly, Sebastopol (CA), 2004, 299 p.

<sup>16</sup> Entretien avec l'auteur, 4 nov. 2005.

LA FIN DE L'INSULARITE  
ET L'ESSOR DE LA CONTESTATION

La presse américaine est aussi plus vulnérable et ses faiblesses plus visibles parce que le monde a changé. La prudence patriotique et la sélectivité de l'information ne sont plus tenables dans la médiasphère du début du XX<sup>e</sup> siècle. La profusion des informateurs et les capacités de contournement offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication rendent les failles journalistiques bien plus apparentes. Nombre d'informations internationales essentielles ont été diffusées en dehors des médias : par des organisations de défense des droits de l'homme – sur la torture en Afghanistan ou en Iraq –, par de simples soldats – sur Abou Ghraib –, par des *bloggers* ou par les nouvelles télévisions globales arabes. Les médias américains ont perdu, en effet, le monopole qui fut un moment le leur. Lors de la première Guerre du Golfe, CNN servait de référence à tous, chefs d'Etat, militaires et journalistes. Lors de la guerre d'Iraq de 2003, la polyphonie a été la règle : en dépit des restrictions imposées par l'armée américaine, des centaines de journalistes sont restés à Bagdad et ont présenté des versions et des visions différentes de la guerre. Malgré le conformisme de la majorité de leurs médias, les Américains qui voulaient savoir ont pu, cette fois, sortir de leur insularité. Les sites des quotidiens britanniques, *The Guardian* et *The Independent*, qui offraient une couverture plus critique de la guerre, ont été pris d'assaut, tandis que les émissions de la BBC, diffusées sur la chaîne publique PBS (Public Broadcasting System) connaissaient une augmentation significative de leur audience.

UNE CONTESTATION ANCIENNE : *MEDIA REFORM MOVEMENT*

A la sortie des années Ronald Reagan (1981-1989), qui avaient été marquées par un assagissement des grands médias<sup>17</sup> et par la suppression des garde-fous qui visaient à préserver un certain pluralisme des opinions et des propriétaires<sup>18</sup>, le mouvement de réforme des médias s'était mobilisé essentiellement autour de projets alternatifs, un peu à la manière des «dissidents» des années 1960, lorsque fleurirent des centaines de publications *underground*.

Toutefois, aux Etats-Unis, le journalisme dit «alternatif» ne désigne pas seulement les titres de la presse radicale, les «*zines*» ou les radios communautaires ou encore Indymedia, qui sortent souvent des règles et des conventions journalistiques. Selon la terminologie utilisée par la revue *Utne Reader*, le *Reader's Digest* de la presse alternative, il désigne également des magazines très professionnels, comme *Mother Jones* ou le *Washington Monthly*, des sites Internet très élaborés comme «AlterNet», «CommonDreams.com» ou «TomPaine.com», des journaux communautaires comme le *Norwood News* qui couvre trois quartiers du Bronx à New York, des réseaux radios (Pacifica) et l'association des hebdomadaires alternatifs, qui regroupe des magazines de ville, comme *The Village Voice* (New York), *Boston Phoenix* ou *L.A. Weekly* (Los Angeles). Ces journaux locaux ont doublé leur tirage depuis 1990, pour atteindre 7,5 millions d'exemplaires en 2002.

Le journalisme alternatif est une chose sérieuse aux Etats-Unis. Il a ses prix annuels, comme les Independent Press Awards d'*Utne Reader* ou les Campus Alternative Journalism Awards, son réseau d'appui technique, financier et logistique (Independent Press Association) et ses congrès annuels. Il a même, depuis 2000, son académie, installée sous l'égide de la prestigieuse Medill School of Journalism (Northwestern University, Chicago), qui forme des centaines de journalistes pour ce segment particulier du marché.

Toutefois, le mouvement de réforme des médias ne se satisfait pas de l'existence et du dynamisme de la presse alternative. Il veut changer fondamentalement les règles qui

---

<sup>17</sup> Mark HERSTGAARD, *On Bended Knees : The Press and the Reagan Presidency*, Farrar, Strauss & Giroux, New York, 1988, 408 p.

<sup>18</sup> La suppression de l'*Equal Time* et de la *Fairness Doctrine*, qui assuraient une certaine pluralité et impartialité de l'information.

déterminent la propriété et le mode de fonctionnement des grands médias, ceux qu'ils accusent de n'être le plus souvent que des «sténographes du pouvoir» ou des «machines à imprimer de l'argent». Dans ce bras de fer, ils sont face à forte partie, car la tendance lourde, sous l'Administration Bush, est de «déréguler», c'est-à-dire de favoriser la consolidation et la concentration des médias et de revoir les règles qui cherchaient à garantir un certain pluralisme.

Jusqu'à il y a peu, ce mouvement était généralement proche de la gauche radicale, de Noam Chomsky ou d'Edward S. Herman, et donc isolé et impuissant. En 2003, lors de la première grande conférence nationale sur la réforme des médias qui s'est tenue à Madison (Wisconsin) et a réuni 1 800 délégués, le mouvement s'est ouvert pour tenter de parler au «grand public» et aux journalistes de la «grande presse». Des personnalités situées au centre-gauche de l'échiquier politique – le député démocrate Bernie Sanders – et de grands formats du journalisme – Bill Moyers, directeur de Public Affairs Television, ou Al Franken de la radio «libérale» Air America –, se sont rassemblés aux côtés des stars du journalisme plus radical – Amy Goodman de Democracy Now! ou Naomi Klein – et de chercheurs universitaires, comme Robert McChesney et John Nichols, les gourous du nouveau «Media Reform Movement». En mai 2005, la deuxième conférence sur la réforme des médias a encore attiré davantage de monde et elle a cherché à renforcer ses liens avec le *mainstream*, afin de créer une base suffisante pour influencer l'agenda législatif et refouler la déferlante des *Big Media*.

#### DES GUERRES D'OPINIONS

La reconquête passe aussi par une occupation du terrain du journalisme d'opinion, dominé depuis les années 1980 par des revues ou des *columnists* conservateurs. Depuis quelques années, des centres d'études, des journalistes et des fondations – l'Open Society Institute de George Soros, la Ford Foundation – tentent d'appliquer à gauche les recettes qui ont été brillamment utilisées par les milieux conservateurs, dès la défaite du candidat républicain Barry Goldwater en 1964, pour peu à peu imposer un changement des termes du débat politique.

Les milieux démocrates ou progressistes se sont engagés dans une lente et difficile reconquête du territoire perdu dans la guerre des idées. Les initiatives se sont multipliées ces dernières années pour développer ou renforcer les *think tanks* – New America Foundation, Centre for American Progress –, les groupes de mobilisation – America Coming Together, MoveOn.org – et les médias hostiles au néo-conservatisme ou à la droite religieuse, les deux piliers idéologiques de la domination républicaine. La création du mensuel *The American Prospect*, le lancement d'Air America sont des ripostes, tranchée par tranchée, à l'hebdomadaire néo-conservateur *The Weekly Standard* et aux émissions des *talk radios* sur lesquelles règnent les animateurs populistes et extrémistes à la Rush Limbaugh<sup>19</sup>.

Des grandes plumes «libérales», hostiles au conservatisme officiel, sont également en train de s'imposer dans les pages éditoriales des grands journaux, à l'instar d'E. J. Dionne et surtout de Paul Krugman, un économiste de l'Université de Stanford, qui s'est révélé, dans ses chroniques du *New York Times*, comme l'un des «meilleurs de la classe» et qui soumet l'Administration Bush à un tir de barrage à la fois ironique et informé.

#### JOURNALISME CIVIQUE

La volonté de réformer les médias, toutefois, n'est pas limitée aux contestataires, aux praticiens du *blogging* citoyen ou aux milieux engagés à gauche. Au sein même des rédactions les plus puissantes, des organisations professionnelles les mieux établies et des écoles de journalisme les plus prestigieuses, un effort de réappropriation journalistique des médias est en marche.

---

<sup>19</sup> Jessica CLARK / Tracy VAN SLYKE, «Making connections. Why is the news so bad? What can progressives do to fix it», *The Progressive*, Madison, 9 mai 2005, pp. 17-22.

La presse américaine, en dépit de ses défaillances très médiatisées et du règne des comptables, compte encore de nombreux exemples d'excellence. Au *New Yorker*, un hebdomadaire dont le tirage dépasse souvent 1,5 million d'exemplaires, celui que l'on surnomme l'«artiste du scoop», Seymour Hersh, a réalisé, au cours des quatre dernières années, un travail d'une qualité exceptionnelle, en publiant des enquêtes solides et dérangementes sur le Pentagone, les néo-conservateurs ou encore la pratique de la torture dans la prison d'Abou Ghraib. Dans certains titres de la presse locale, des journalistes continuent à pratiquer leur métier avec une audace et une conviction remarquables : ainsi, le journaliste d'investigation Jerry Mitchell, du quotidien *Clarion-Ledger* de Jackson (Mississippi), poursuit les auteurs des crimes racistes des années 1960. Son travail méthodique et obstiné, qui lui a valu d'être nommé pour le prix Pulitzer, a conduit devant les tribunaux Edgar Ray Killen, *leader* du Ku Klux Klan impliqué dans l'assassinat de trois militants des droits civiques – un sujet porté à l'écran dans *Mississippi Burning* –, mais qui avait, pendant plus de trente ans, échappé à la justice<sup>20</sup>. Au-delà de ces personnalités et de ces «grandes plumes», c'est la profession dans son ensemble qui a cherché à trouver des réponses à la crise. Dans les années 1980, la riposte a pris notamment la forme du «journalisme civique» ou «journalisme public», autour, notamment, de Jay Rosen de l'Université de New York et de fondations, à l'instar du Pew Center for Civic Journalism. Cette démarche, qui attendait des journalistes qu'ils se mettent à l'écoute des citoyens, fut dénoncée par les théoriciens d'une conception libertaire (*libertarian*) ou «existentielle» du journalisme, qui y voyaient une volonté de préférer la convenance à l'impertinence. D'autres dénoncèrent une «approche marketing» et une concession face aux sautes d'humeur de l'opinion, voire une négation du devoir de dire la vérité, «même s'il en coûte, surtout s'il en coûte» (selon la fameuse formule d'Hubert Beuve-Méry).

Dans les années 2000, ce souci de reconnecter avec le public est passé par l'adoption des formats et techniques du *citizen journalism*. Certains médias ont pris le parti du nouvel environnement médiatique et cherché à le coopter. Non seulement les sites Internet des médias sont de plus en plus intégrés dans l'offre et le cycle d'informations, mais en outre les tentatives d'interactivité se sont multipliées et la réflexion sur les exigences et contraintes de ce nouveau média au sein de la profession s'est affinée. De plus, la prolifération et le succès des *blogs* ont poussé des médias classiques à inclure cette technique dans leurs propres plateformes de diffusion : les *blogs* journalistiques sont alors considérés comme des compléments au travail journalistique<sup>21</sup>.

#### LE PROJET POUR L'EXCELLENCE EN JOURNALISME

Tout en reconnaissant les ambiguïtés du journalisme public, mais refusant d'adopter le ton sardonique de ses opposants les plus virulents, certaines des figures de proue de la profession ont cherché à réconcilier la pratique d'un journalisme «sans épithète» avec la notion de responsabilité publique. Constatant le malaise de leur métier, deux grands noms du journalisme, Bill Kovach et Tom Rosenstiel, ont créé en 1999 le Committee of Concerned Journalists<sup>22</sup> autour de l'idée que «l'objectif principal du journalisme est de fournir aux citoyens les informations exactes et fiables dont ils ont besoin pour fonctionner au sein d'une société libre». Leur initiative s'est depuis convertie en un Projet pour l'excellence en journalisme, qui bénéficie de l'appui de nombreux professionnels et de la sympathie de grands patrons de presse. Leur pari

---

20 Sherry RICCHIARDI, «Out of the past», *American Journalism Review*, avr.-mai 2005, pp. 46-53.

21 Cf. Dan GILLMOR, *We The media...*, *op. cit.*

22 Site Internet [www.journalism.org/ccj](http://www.journalism.org/ccj).

est ambitieux : il s'agit de «refonder» le journalisme américain, de le redéfinir, en lui assignant des objectifs de qualité et d'indépendance dans un contexte qui a profondément changé<sup>23</sup>.

«*Les journalistes ne sont plus des gatekeepers [des gardes-barrières]*», notait Bill Kovach en évoquant la prolifération de nouveaux médias où circule une information en vrac, non filtrée, non traitée. Ils «*sont devenus des arbitres. Nous devons reconnaître que notre audience potentielle est submergée par des informations illimitées, qu'elle n'a pas la capacité de discerner ce qui est valable et ce qui ne l'est pas, ce qui est vrai de ce qui est de la propagande. Nous devons dès lors construire notre métier de manière à offrir au public le conseil d'un arbitre, de manière à lui dire que telle information a été vérifiée, que telle autre s'est révélée fausse, qu'une autre encore n'est que de la propagande*»<sup>24</sup>.

Les réflexions sur les solutions ont peu à peu pris le pas sur les jérémiades et l'auto-flagellation. «*Il y a une prise de conscience absolue du problème à tous les niveaux de la profession*, constatait Joel Simon, directeur adjoint du Committee to Protect Journalists (CPJ, New York). *Les rédacteurs en chef et les journalistes lisent les sondages. Ils savent que la perception d'une baisse de la qualité de la presse se fonde sur des réalités : la couverture de la guerre en Iraq, le poids du monde des affaires sur les médias, les bavures du New York Times. Ces perceptions sont amplifiées par Internet et les blogs. Ils savent qu'ils doivent faire quelque chose.*»<sup>25</sup>

L'une des contributions les plus importantes à ce débat est venue du *Washington Post*. Dans un livre-plaidoyer<sup>26</sup> en faveur du journalisme de qualité, Leonard Downie Jr, le directeur exécutif du journal, et Robert G. Kaiser, son rédacteur en chef adjoint, ont formulé un véritable «*agenda pour le changement*», qui vise de manière significative les directions éditoriales et les propriétaires : «*le journalisme d'excellence est meilleur que jamais*, écrivaient-ils. *Mais trop de propriétaires et de dirigeants des médias ont cyniquement sous-estimé ou ignoré ce besoin de journalisme de qualité*». Et les deux auteurs de rappeler la fameuse phrase prononcée en 1934 par Eugene Meyer, propriétaire du *Washington Post* : «*dans sa poursuite de la vérité, notre journal doit être prêt à sacrifier sa fortune personnelle, si le bien public l'exige*».

Les essais très concrets se sont multipliés. Philip Seib, professeur de journalisme à Marquette University, a publié, coup sur coup, trois livres sur les «*meilleures pratiques*» dans le domaine du journalisme international<sup>27</sup>. Les associations professionnelles, en premier lieu l'ASNE (American society of newspaper editors) et l'IRE (Investigative Reporters and Editors), ont multiplié leurs sessions de formation et leurs interventions auprès des propriétaires de médias pour défendre l'argument de la qualité. Les écoles de journalisme les plus prestigieuses se sont également engagées sur cette même voie, au risque, comme le signalait Orville Schell Jr, doyen de l'école de journalisme de l'Université de Berkeley, de préparer des journalistes à un marché médiatique qui n'attend pas d'eux autant de talent, de connaissance et d'éthique...

## JOURNALISME ET DEMOCRATIE

Cette réflexion sur les fondements du métier, sur son «excellence», s'inscrit dans un débat bien plus large sur le rôle du journalisme et de l'information au sein de la démocratie, car le contexte de la lutte contre le terrorisme a crispé les autorités et réduit la marge de manœuvre de la presse. Ceux qui se

---

<sup>23</sup> Bill KOVACH / Tom ROSENSTIEL, *The Elements of Journalism. What Newspapers Should Know and the Public Should Expect*, Crown Publishers, New York, 2001, 205 p.

<sup>24</sup> Bill KOVACH, «A new journalism for democracy in a new age», discours prononcé à l'école de journalisme de l'Université autonome de Madrid-El País (Espagne), 1<sup>er</sup> fév. 2005.

<sup>25</sup> Entretien avec l'auteur, 16 oct. 2005.

<sup>26</sup> Leonard DOWNIE JR / Robert G. KAISER, *The News About The News*, Vintage Books, New York, 2003, 304 p.

<sup>27</sup> Philip SEIB, *Beyond the Front Lines. How the News Media Cover a World Shaped by War*, Palgrave / Macmillan, New York, 2004, 185 p.; *Going live. Getting the News Right in a Real-Time, Online World*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham, 2001, 197 p.; *The Global Journalist. News and Conscience in a World of Conflict*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham, 2002, 151 p.

reconnaissent dans ce mouvement des «journalistes concernés» veulent de nouveau faire de la vraie info, de la *real news*, c'est-à-dire, pour reprendre l'expression du journaliste historien Richard Reeves, «*de l'info dont vous et moi avons besoin pour préserver nos libertés*».

Tel était le message de Bill Moyers lors de la conférence pour la réforme des médias à Madison. Cette figure emblématique de la profession – ancien porte-parole du président Johnson, rédacteur en chef du «tabloïde respectable» *Newsday* (Long Island, New York), présentateur vedette d'émissions à la manière d'Arte sur la chaîne publique PBS, ne pensait pas dramatiser lorsqu'il déclarait de sa voix posée : «*les réalités qui nous font face devraient déclencher l'alarme. Un gouvernement responsable et libre fondé sur le consentement du peuple ne peut pas exister en l'absence d'un public informé [...] Ce n'est pas seulement la cause du journalisme qui est aujourd'hui en jeu, mais celle de la liberté elle-même*»<sup>28</sup>.

---

<sup>28</sup> Bill MOYERS, «Keynote Address to the national conference on media reform», 8 nov. 2003, disponible sur le site Internet [www.commondreams.org](http://www.commondreams.org).